

Vive le Portugal !

★ legrandsoir.info/vive-le-portugal.html

16 août 2018

Redresser le pays en faisant le contraire de ce que préconisent le FMI, l'Europe et Macron...

Bernard GENSANE

Le Portugal est un pays discret. Vous connaissez le nom de son président de la République, de son Premier ministre ? Moi non plus. Vous me direz, je ne connais pas le nom de notre Premier ministre à nous...



Les dirigeants et les citoyens de ce pays font exactement ce qu'il convient de faire face aux entreprises néfastes de l'Europe et de la finance : ils mènent leur propre politique, la plus progressiste possible. Et, comme c'est étrange, ça marche. Ainsi, ils se dirigent actuellement, lentement mais sûrement, vers le plein emploi car ils savent pertinemment que le chômage n'est pas une conséquence de la « crise » mais d'une politique mise en œuvre par les classes dirigeantes européennes depuis le milieu des années 70. Les retraités français qui ne peuvent plus vivre dans leur pays à cause des contre-réformes de notre classe politique sur les retraites et qui s'expatrient au Portugal l'ont bien compris.

Ci-dessous [un article publié par RT France](#), ce média que notre banquier national déteste car, de fait, les fausses nouvelles et les nouvelles fausses y sont moins nombreuses qu'ailleurs. Extraits.

* * *

Salaire minimum en hausse, taxe sur les gros chiffres d'affaire, revalorisation des retraites... Lisbonne ose prendre le contre-pied du dogme économique de l'UE. Et au grand dam des promoteurs de l'austérité, cette politique porte ses fruits.

Y aurait-il, face au [célèbre modèle allemand](#), un contre-modèle portugais ? A en juger par les chiffres excellents dont Lisbonne peut s'enorgueillir, il semblerait que le dogme de l'austérité, vanté par l'Union européenne (UE) comme l'unique option économique viable, se voie sérieusement remis en question.

Avec un taux de chômage en baisse constante depuis novembre 2015, le Portugal, qui était au bord du gouffre économique il y a quelques années encore, fait désormais plus que relever la tête : il peut même regarder de haut ses voisins, au premier rang desquels la France. Alors que le taux de chômage culminait à 17,5% début 2013, il n'est désormais plus que de 7,9% début 2018, c'est-à-dire en-dessous des 8,9% affichés par la France.

Les Portugais ont-ils, en bon élèves européens, consenti à un gel ou une baisse de leurs salaires pour retrouver le chemin de l'emploi ? Bien au contraire, le salaire minimum a été augmenté de 530 € à 557 € en 2017 et doit être porté à 600 € en 2019. Lisbonne aurait-elle alors suivi l'exemple français et allemand en soulageant la fiscalité des entreprises ? Le gouvernement portugais a, par exemple créé une taxe pour toutes les entreprises au chiffre d'affaire supérieur à 35 millions d'euros.

Le budget 2018 du Portugal prévoit une hausse des pensions de retraite, un programme de valorisation de la fonction publique ou encore, bien loin de la théorie du ruissellement, une diminution d'impôts pour les classes moyennes. Tandis que Bruxelles théorise et impose une doctrine de rigueur reposant notamment sur la baisse des salaires et la réduction drastique des dépenses sociales, le Portugal semble ainsi contredire toutes les leçons européennes en matière économique.

Le gouvernement de gauche d'Antonio Costa peut se targuer d'avoir mis en pratique et avec succès une politique économique ambitieuse. Le modèle portugais démontre que les politiques de relance, un concept devenu quasi tabou en Europe, peuvent bel et bien porter leurs fruits. Celles-ci reposent sur une idée simple : stimuler la consommation en améliorant les salaires et ainsi remplir les carnets de commande des entreprises, avec des effets positifs pour l'investissement et la productivité.

Le Premier ministre portugais n'hésite pas à attaquer de front la ligne jadis suivie par la droite, en conformité avec les attentes de l'UE : « La politique d'austérité suivie ces dernières années a eu pour conséquence une augmentation sans précédent du chômage avec des effets sociaux dévastateurs sur les jeunes et les citoyens les moins qualifiés, ainsi que les familles et les milliers de Portugais au chômage : elle a été aussi associée à une dévalorisation de la dignité du travail et des droits des travailleurs. »

Cette politique non-orthodoxe irrite a fortiori les instances bruxelloises. La Commission juge d'ailleurs que le budget 2018 du Portugal ne satisfait pas aux exigences européennes de réduction des dépenses publiques, fixées à 0,6%, puisqu'il ne permettrait qu'une diminution de... 0,4%. L'UE semble mal digérer que le Portugal fasse mentir le mantra bruxellois selon lequel seule une réduction des dépenses publiques permet de diminuer le déficit budgétaire. En démontrant qu'une politique de la demande est capable d'enclencher un cercle vertueux conduisant à l'accroissement des recettes de l'Etat, Lisbonne remet en cause les fondements mêmes d'un dogme économique que l'UE s'acharne à croire gravé dans le marbre, à moins qu'il ne s'agisse de son ADN même.

Un correspondant, Arthur Porto, m'écrit ceci :

C'est "sympathique" de faire un billet avec ce titre, sans qu'il s'agisse de foot !

La situation au Portugal est en effet meilleure depuis l'alternance qui a vu le précédent gouvernement, une droite-bonne-élève du FMI, obligée de quitter le pouvoir. Lors des élections le parti au gouvernement est arrivée en tête mais au parlement c'est une majorité qui s'est constituée avec le PS, le Bloc de Gauche (bloco de esquerda) et le PCP. Leur accord politique permet au PS d'assumer le pouvoir avec le soutien -souvent critique- des deux autres forces de gauche. « Ce n'est ni une coalition, ni un programme de gouvernement. En quelque sorte un compromis parlementaire », le Portugal étant comme

vous l'écrivez "un pays discret" cherchant le compromis pour vivre ensemble...

Il y a des avancées qui mettent en cause les politiques d'austérité, même si on assiste à une émigration significative, de jeunes et des diplômés. Différemment de la grande vague des années 60.

Un événement dramatique récent est venu alerter sur la situation du pays et notamment la gestion du gouvernement concernant l'incendie de Monchique (Algarve) qui a eu lieu il y a quelques jours. Le plus grand incendie cet été en Europe. Les dégâts sont très importants mais il n'y a pas eu à déplorer des victimes contrairement aux tragédies de l'année dernière (autour de 100 morts en juillet et octobre). Les mesures qui avaient alors été décidées pour la sécurité et prévention, n'étaient "pas encore" mises en pratique ce mois d'août. Cela n'aurait pas empêché les incendies mais, selon les experts aurait limité son amplitude.

Le président de la République, Marcelo Rebelo de Sousa (ancien du PSD, parti de droite) en déplacement a alerté "Je n'oublie pas, le gouvernement n'oublie pas et moi je n'oublie pas de le rappeler au gouvernement", sa position étant très critique sur la façon dont les responsables politiques et de sécurité ont fait face aux incendies de 2017.

Je ne connais par "RT" mais cet article sur le Portugal apporte un certain nombre d'éléments qui démontrent que d'autres politiques sont possibles, même s'il n'y a pas d'analyse critique.

Mais ce qui se déroule dans ce petit coin de l'Europe est en cohérence avec l'histoire de ce "pays discret". Il sert comme un cas d'école (et tant mieux pour les citoyens qui y vivent) mais en aucun cas comme un exemple à transposer. En 1975, après la révolution des œillets le Portugal a beaucoup été sur les devants de la scène... et après il a suivi son chemin, avec des hauts et des bas. Actuellement c'est un peu un "haut" !

Bernard GENSANE

»» <http://bernard-gensane.over-blog.com/2018/08/vive-le-portugal.html>